

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CADRE RELATIVE A LA MAITRISE D'OUVRAGE DES ETUDES ET DES TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LA SUBMERSION MARINE ET LES INONDATIONS

Entre,

Et d'autre part,

Le Département de Charente-Maritime – 85 boulevard de la république – CS 60003 - 17076 La Rochelle cedex 9, représenté par Madame Sylvie MARCILLY, Présidente, autorisé par délibération n°101 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 portant élection de la Présidente du Département, agissant aux présentes par Mme Françoise de ROFFIGNAC, Vice-Présidente du Département, habilitée en vertu d'une délégation de signature du 29 juillet 2022 et de la délibération de la Commission Permanente du 26 mai 2023, autorisant la signature de la présente convention,

Ci-après désigné par les termes « le Département » ;

D'une part ;

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes – 24 Rue Dubois Meynardie – 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE, représentée par Monsieur Patrice BROUHARD, Président, autorisé par délibération du Conseil communautaire en date du

Ci-après désignée par les termes « la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ».

PREAMBULE

L'article 56 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), attribue la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) de manière exclusive et obligatoire au bloc communal au 1^{er} janvier 2018. La loi du 30 décembre 2017, relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, introduit à l'article 59 de la loi MAPTAM une dérogation pour les Départements qui assurent à la date du 1^{er} janvier 2018 l'une des missions composant la compétence GEMAPI (mentionnées aux alinéas 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement).

Le Département de la Charente-Maritime, sous réserve de conclure une convention avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) concernés, a ainsi pu poursuivre l'exercice des missions qu'il avait engagé en matière de défense contre la mer, au-delà du 1er janvier 2020 avec les collectivités qui le souhaitent.

Une convention de partenariat a ainsi été signée le 17 septembre 2019 entre le Département et la Communauté de Communes du Bassin de Marennes afin de fixer les conditions d'intervention du Département, au nom de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, en qualité de maître d'ouvrage d'opérations de protection contre la submersion marine et les inondations.

Cette convention arrive à échéance le 31 décembre 2024. Les deux parties conviennent de la nécessité de la renouveler pour une durée de 10 ans.

Les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- de renouveler la durée de la convention initiale signée le 17 septembre 2019 pour une période de 10 ans ;
- de compléter certaines conditions énoncées dans la convention initiale.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention initiale signée le 17 septembre 2019 entre le Département et la Communauté de Communes du Bassin de Marennes est reconduite à compter du 1^{er} janvier 2025 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2034.

Les parties conviennent de se rencontrer au plus tard 6 mois avant l'échéance de la convention pour en étudier les modalités de reconduction.

Toute nouvelle reconduction prendra la forme d'un nouvel avenant.

ARTICLE 3 : MISSIONS ET ENGAGEMENTS COMPLEMENTAIRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES

En matière de prévention et de protection contre les submersions marines notamment dans le cadre des PAPI et en matière de Gestion de l'érosion côtière (y compris observation et suivi du trait de côte)

La stratégie de maîtrise foncière, pour les emprises nécessaires aux ouvrages et pour les compensations environnementales, nécessaires à l'engagement des travaux, devra être définie par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes pour chaque opération listée au protocole de réalisation des opérations, après chaque Avant-Projet ou PROjet. Cette stratégie sera réalisée, le cas échéant, avec l'appui des services techniques du Département.

La gestion et le suivi des zones de compensation seront mis en œuvre par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ou autres opérateurs – excepté Département, après réalisation des travaux, dès transfert des systèmes d'endiguement autorisés.

ARTICLE 4 : MODALITES COMPLEMENTAIRES DE COORDINATION

La coordination des missions définies aux articles 4 et 5 de la convention initiale est organisée dans le cadre d'une revue de projets. Cette revue de projet se tiendra à minima 1 à 2 fois par an, en présence des représentants de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

ARTICLE 5 : LITIGES

L'article 11 de la convention initiale signée le 17 septembre 2019 est modifié comme suit :

En cas de litige, les parties conviennent de rechercher un accord amiable. A défaut d'avoir trouvé une solution, dans le mois qui suit la saisine, tout litige relatif à l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Poitiers, Hôtel Gilbert, 15 rue de Blossac – BP 541 – 86 020 POITIERS Cedex, Tel : 05.49.60.79.19, Fax : 05.49.60.68.09, Courriel : greffe.ta-poitiersuradm.fr ou via la plateforme dématérialisée www.telerecours.juradm.fr

Les autres termes de la convention restent inchangés.

Fait à La Rochelle, en deux exemplaires, le

Pour le Département
de la Charente Maritime

Pour la Communauté de Communes
du Bassin de Marennes

PROJET